****

**Commentaires de l’Union internationale des guides et scouts d’Europe**

Projet d’observation générale n° 36 du Comité des droits de l’homme sur l’art. 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques

*Octobre 2017*

L’Union internationale des guides et scouts d’Europe présente ses compliments au Comité des droits de l’homme des Nations Unies et le remercie pour l’opportunité de présenter des commentaires.

Le [projet révisé](https://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/CCPR/GCArticle6/GCArticle6_FR.pdf) que vous soumettez à nos observations a retenu toute notre attention.

Dans le §2, vous soulignez à raison que le droit à la vie est un « droit suprême auquel aucune dérogation n'est autorisée ».

En effet, le droit de tout être humain à la vie depuis la conception jusqu’à la mort naturelle est l'un des corollaires de la dignité de la personne humaine. Ces libertés fondamentales s'imposant à tous les corps sociaux sont notamment reconnues à l'article 1er de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et à l'article 2 de la Convention EDH. De fait, ils ont une portée universelle reconnue dans la DUDH dans les articles 1er et trois et à l'article 6 du PIDCP. Placés en haut des déclarations de droit, la dignité et le droit à la vie sont intrinsèquement liés, intangibles et inaliénables.

En ce sens, nous sommes très surpris par les §9 et §10. Cette interprétation du droit à la vie est erronée et procède d'une compréhension fausse et dangereuse du principe de la dignité de la personne humaine. Cette rédaction n'est pas acceptable et n'est pas consensuelle. Elle ferait définitivement perdre toute légitimité au Comité des droits de l'Homme sur ce sujet du fait des vices intellectuels que cette rédaction comporte.

Sur l'avortement, l'enfant à naître est bien un être humain et devrait à ce titre être titulaire du droit à la vie. La CJUE dans son arrêt Oliver Brüstle c. Greenpeace eV du 18 octobre 2011, [C‑34/10](https://www.ieb-eib.org/fr/pdf/oliver-brustle-c-greenpeace-ev.pdf) a d'ailleurs reconnu l'existence d'une dignité pour l'embryon. Si des États ont adopté des législations autorisant sous certaines conditions l'avortement, ces textes sont défaillants à protéger le droit à la vie des enfants à naître. A cet effet, nous recommandons au minimum un prudent silence à ce sujet ou mieux une attention portée aux initiatives permettant aux femmes en détresse de porter la vie de leur enfant malgré les difficultés sociales, matérielles ou pour des raisons de santé. Dans le cas douloureux où l'enfant à naître créerait un risque pour la vie de sa mère, il nous semble licite de tenter une intervention médicale ayant pour objet d'éloigner la cause de ce danger. Ces interventions ayant bien pour but de conserver la vie de la mère, indispensable pour l'enfant.

Sur le suicide assisté ou l'euthanasie, il est faux d'affirmer que ces pratiques n'entrent pas en contradiction avec le principe de dignité et le droit à la vie. L'expression "mourir dans la dignité" est inadéquate. La souffrance physique ou psychique doit être soulagée, même si cela devait accélérer la fin de vie d'un patient mais en aucun cas une souffrance ne peut diminuer la dignité intangible et ne peut justifier un acte létal d'autrui. Un acte médical procuré avec l'intention de donner la mort ne peut être considéré comme un traitement ou un soin et viole directement le serment d'Hippocrate. La seule véritable solution est la mise en place de services de soins palliatifs permettant un accompagnement des patients en fin de vie compatible avec le respect de leur dignité et de leur droit à la vie. Votre rédaction entraîne la compréhension du droit à la vie dans une pente très dangereuse qui ne pourra jamais être légitimée au regard des libertés fondamentales définies dans les déclarations des droits de l'Homme. Nous invitons sur ce point le Comité des droits de l'Homme à faire preuve d'une prudente retenue.

Pour les mêmes raisons, il convient de revenir à la rédaction antérieure du §52.

Par ailleurs, le §16 contredit très directement le §2. La construction logique et juridique de cette proposition est viciée. La légitime défense ou le droit international humanitaire ne sont pas des dérogations au droit à la vie mais bien une réponse légitime et proportionnée à une atteinte injuste à la vie des personnes. L'objet n'est pas de tuer mais d'empêcher l'agresseur injuste de le faire. Il convient de réviser la rédaction de ce paragraphe.

Enfin, il existe des lacunes dans ce texte. Le droit de vivre dans un environnement sain, l'accès à l'eau potable, à des soins médicaux de qualité, etc. sont des conditions moins immédiates mais essentielles pour protéger le droit à la vie des populations. Une étude à ce sujet semble appropriée. Une réflexion sur les perturbateurs endocriniens serait bienvenue.

*L*[*'Union internationale des guides et scouts d'Europe*](https://uigse-fse.org/) *est une ONG ​dotée du statut consultatif au Conseil de l'Europe et forte de 63 000 membres dans 21 pays.*

​